

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de M. Jacques de Larosière (*séance du lundi 6 décembre 2004*)

Yvon Gattaz : Dans l'affirmation que les Français seraient moins innovateurs que les Américains, il convient de ne pas mettre en cause les individus. Je suis persuadé que le taux d'innovation et de création individuelle est au moins équivalent en Europe à celui des Etats-Unis. Mais il n'en va pas de même pour les facteurs environnementaux, qu'il s'agisse de l'environnement économique ou social.

J'aimerais revenir sur un exemple, celui de la flexibilité sociale, honnie des syndicats, mais qui pourtant peut être créatrice d'emplois nouveaux, alors que le simple maintien d'emplois anciens va à l'encontre de telles créations.

En ce qui concerne la fiscalité, il n'est pas exagéré de dire qu'elle tue les entreprises. Elle en empêche la transmission et elle facilite les expatriations.

Enfin, j'aimerais vous demander quelle solution vous pourriez proposer pour endiguer la baisse catastrophique du dollar qui menace de disparition les entreprises exportatrices vers la zone dollar.

*
* *

Bernard d'Espagnat : Vous avez prôné un effort en faveur de la recherche. Permettez-moi de vous faire part de ce que j'ai constaté sur place quant à la façon dont les Américains dynamisent la leur. En physique, par exemple (mais le processus est très certainement le même dans les autres grandes disciplines) l'American Physical Society organisait alors (et, je pense, organise toujours) une grande conférence annuelle dans laquelle les résultats significatifs de l'année sont présentés. Souvent ils le sont par des chercheurs à l'avenir prometteur ayant obtenu leur thèse depuis peu. Mais bien entendu les grands patrons de laboratoire des diverses Universités sont là aussi, et à cette occasion un véritable marché s'organise, dans lequel les jeunes chercheurs en question " se vendent " aux organismes de recherche qui savent le mieux les séduire. En France, un tel marché de l'excellence est inconcevable pour maintes raisons. Mais l'Europe est chose qui se crée. On peut se demander si l'on ne pourrait pas y favoriser le développement - par réseaux, sans autorité centralisatrice paralysante - de structures telles que celle-là.

*
* *

Pierre Tabatoni : Est-ce qu'une partie de l'Europe n'a pas déjà tenu le pari de rattraper les Etats-Unis ? Je pense aux pays scandinaves, qui ont été tout à fait capables de restructurer leurs universités, leur système d'emploi, leur système de travail pour atteindre un des plus hauts taux européens de technologie et un des plus bas pour le chômage. Puisque vous avez cité Sénèque, peut-être pourrait-on rappeler aux Français ce que ce même Sénèque disait à ses concitoyens : « La première chose consiste à commencer par s'aimer soi-même ».

Est-il vraiment nécessaire de tenter de stabiliser le dollar par des procédés purement monétaires, alors que dans les trois grandes zones de production du monde - Etats-Unis, Extrême-Orient et Europe - ce sont des problèmes de structure qui se posent ?

*
* *

Pierre Bauchet : Comment expliquer que les partenaires des États-unis acceptent d'être payés dans une monnaie en dévaluation permanente qui leur permet aux E.U. de financer leur développement avec l'épargne de l'étranger et de soutenir leurs exportations ? Sans doute, comme vous le soulignez, en raison de leur dynamisme économique entretenu par l'épargne étrangère et la dévaluation.

Vous suggérez que si l'Europe avait une politique économique plus efficace, travaille davantage, réduise le poids des prélèvements obligatoires, encourage l'innovation, elle pourrait avoir le même dynamisme.

Mais A.R. Burns, professeur à *Columbia University* dans les années 1950, soulignait que la solidité du *Federal Reserve System* et de sa monnaie tenait d'abord à la bombe atomique, c'est à dire à la puissance militaire américaine. On pourrait penser que si l'Europe menait aujourd'hui une politique keynesienne de dépenses militaires, comme celle des Etats-Unis dont le Pentagone planifie le soutien des grands secteurs civils, aéronautique entre bien d'autres, son économie trouverait là aussi un important élément de dynamisme.

*
* *

Jean Baechler : Permettez-moi de m'interroger sur le « donc » qui est au cœur de votre communication. Il repose en effet sur le raisonnement suivant : l'économie américaine est plus efficace que l'économie européenne ; DONC l'économie européenne doit rattraper l'économie américaine. Mais pourquoi faut-il rattraper ? Je vois deux explications possibles :

- la première est que nous sommes tous embarqués dans un jeu contraint, c'est-à-dire un système de jeu ainsi défini que celui qui ne gagne pas perd. Comme il serait absurde de vouloir perdre, il faut chercher à gagner et donc il faut chercher à rattraper celui qui gagne. Ce qui pose une nouvelle question : en quoi faut-il gagner ? Dans ce qui est le propre de l'économie, à savoir la gestion des ressources et la production des biens et des services ? Si on choisit cette alternative, il faut gagner en termes de ressources et on aboutit à une pure tautologie qui s'énoncerait ainsi : il faut plus pour avoir plus. Si on réfléchit en termes de besoins auxquels les ressources sont adressées, la question se pose alors de savoir quels sont les besoins à ce point incompressibles que, si les ressources correspondantes ne sont pas produites, les individus affligés de cette incapacité en seraient diminués dans leur humanité.

- la seconde est de raisonner en termes de finalité et d'essayer de gagner « en vue de ». A nouveau se profilent à mes yeux deux seules finalités : ou bien le prométhéisme – il faut être le meilleur car c'est une manière de témoigner de l'excellence humaine – ou bien la satisfaction de besoins par des ressources qui seraient au service du bonheur et de la béatitude et, dans ce cas, quels sont ces besoins indispensables à la béatitude qui nécessiteraient que l'on fît au moins aussi bien que les Américains ?

*
* *

Jean-Claude Casanova : En Europe, on se plaît à parler de la supériorité économique des Etats-Unis. Je m'amuserais à parler plutôt d'une supériorité politique. C'est de toute façon un phénomène très ancien car le taux de croissance du produit réel par tête aux Etats-Unis a dépassé celui de l'Angleterre vers 1890. Et l'Europe n'a pratiquement réduit l'écart qu'entre 1950 et 1975-80. Pourquoi les Américains ont-ils cette supériorité ? Sans doute parce qu'ils maîtrisent mieux les données essentielles. Premièrement, ils maîtrisent mieux la conjoncture. Le taux de croissance moyen est en effet d'autant plus bas qu'on a des accidents conjoncturels. Or, les accidents conjoncturels viennent d'une absence de fluidité, d'un excès de stocks et de variations importantes

d'un investissement. Les Etats-Unis ont réduit le taux de stocks de l'économie globale et ils gèrent mieux leurs investissements. Ils gèrent le déficit sans risque conjoncturel, ils gèrent la politique monétaire de façon à réduire le risque conjoncturel et enfin ils gèrent le risque extérieur de telle sorte que la valeur de leur monnaie ne leur provoque pas de blocage. Ils ont le taux de croissance le plus élevé que permettent leur capital et leur population, sans avoir le moindre blocage politique.

Ensuite, ils maîtrisent parfaitement la démographie. En matière de politique sociale, il ne serait pas très compliqué de montrer que les Etats-Unis nous dépassent. En effet, ils importent environ un million d'officiels et deux cent à trois cent mille clandestins. Si l'Europe à 25 avait le même taux d'immigration, elle importerait environ deux millions et demi de gens par an, que les Etats-Unis amènent immédiatement au salaire réel le plus bas de la société américaine, qui, en termes européens, est assez élevé. Si nous prenions deux millions d'Africains chaque année, nous pourrions être très fiers de notre politique sociale. En matière de sécurité sociale et de retraites, il paraît que les Etats-Unis sont en retard sur nous. On verra ce qu'il en est à long terme. Toujours est-il que l'Europe n'a pas de politique démographique comparable.

Enfin, il faut évoquer la politique scientifique. Celle-ci découle des grands arbitrages pris par la puissance publique américaine. 75 % des ressources des universités viennent de la puissance publique. En l'espace de 40 ans, les Etats-Unis sont parvenus à se doter d'un système scientifique très performant, en raison essentiellement des décisions de la puissance publique – et non pas d'une suprématie du privé comme on l'affirme trop souvent.

Le grand problème européen me semble donc être aujourd'hui avant tout un problème de capacités et de décisions politiques.

*
* *

Roland Drago : Il est une notion qui n'a pas été évoquée explicitement, mais qui est sous-jacente à tout ce qui s'est dit. C'est celle de « fédéralisme ». L'élément fédéral est en effet, aux Etats-Unis, un élément fondamental. Les Français sont, au contraire des Américains, totalement opposés au fédéralisme et à un partage des pouvoirs. L'Europe s'efforce de trouver une voie fédéraliste, mais l'équilibre entre la concurrence et la convergence n'a pas encore été trouvé.

*
* *

Réponses :

A Yvon Gattaz : Je ne crois pas non plus que les Européens soient moins innovants que les Américains. L'importance des chercheurs européens aux Etats-Unis nous le montre assez. Il s'agit plus d'un problème d'organisation du système de recherche que d'un problème d'individus.

A Bernard d'Espagnat : Vous avez raison de souligner que les Etats-Unis ont une approche très efficace pour rechercher les meilleurs. Votre idée de transposer en Europe le système tendant à laisser les jeunes docteurs présenter leurs travaux dans un congrès annuel, permettrait de transcender nombre de difficultés que nous éprouvons aujourd'hui.

A Pierre Tabatoni : Aux pays scandinaves que vous avez cités, j'ajouterai l'Irlande et la Grande-Bretagne. Ce sont des pays qui ont réussi dans le domaine de l'emploi, de la gestion des finances publiques et même de leur état d'esprit. Ils sont aujourd'hui beaucoup plus proches du modèle américain que des modèles européens. On peut observer, à cet égard que, ni la Norvège, ni la Grande Bretagne ne sont dans l'Europe monétaire.

A Pierre Bauchet : Bien qu'ils ne le reconnaissent pas tout à fait, les Etats-Unis pratiquent effectivement une politique keynésienne. Ils font bien de la dépense publique un instrument d'ajustement de la conjoncture.

A Jean Baechler : D'abord, le « donc » n'est pas de moi. Il était contenu dans la question que M. le Président m'a soumise. Si l'on se demande comment "rattraper l'économie américaine", c'est que l'on pense que celle-ci est meilleure, et "donc" qu'il faut la rejoindre.

Est-ce qu'optimiser la croissance du produit intérieur brut est un véritable objectif pour nos sociétés ? Telle est la question philosophique que vous posez. Je crois qu'en France nous n'avons guère le luxe de nous la poser car nous avons tellement mal répondu aux questions économiques de base que nous sommes affligés d'un chômage qui tourne autour de 10 % de la population active et que le sujet n'apparaîtrait guère pertinent aux gens qui n'ont pas d'emploi. Nous n'avons donc d'autre choix que d'essayer de réduire le chômage par un plus fort taux de croissance économique. En revanche, aux Etats-Unis, où le taux de chômage est très bas, la question serait plus légitime. Mais elle ne fait pas l'objet d'un débat, car, comme le notait si bien Tocqueville, le moteur quasiment unique qui fait fonctionner le système politique et social américain, c'est l'argent.

A Jean-Claude Casanova : J'aurais sans doute dû, comme vous l'avez très justement fait, insister davantage sur l'importance du politique dans la constitution de la puissance économique. Certes les fonds publics sont importants, voire déterminants, mais ils trouvent leur chemin dans des institutions et des universités remarquables par leur autonomie et par l'utilisation qu'elles font de fonds privés.

A Roland Drago : Votre question sur le fédéralisme rejoint finalement celle de M. Casanova. Le fédéralisme s'est accru au fil de l'histoire américaine. On peut se demander si l'Europe, qui est si peu fédérale, sera à même de relever le défi du fédéralisme puissant des Etats-Unis.

Plusieurs questions portaient sur le dollar. La vérité est que personne ne sait comment il va évoluer. Personne ne sait non plus ce qu'est le taux d'équilibre d'une monnaie. La seule chose sûre est que le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis est très élevé puisqu'il est de 5,5 % du PIB (à peu près 650 milliards de dollars, ce qui représente une entrée quotidienne nette d'environ 2 milliards de dollars). Les Etats-Unis sont donc très heureux de voir que plusieurs banques centrales en Asie se portent acheteuses de titres en dollars émis par les autorités publiques américaines. Cela évite au dollar de tomber trop vite. Mais cette intervention des banques asiatiques constitue un élément d'instabilité car on ne sait pas combien de temps elle durera.

La baisse du dollar n'est pas seulement un problème de rapport de change, elle est aussi la traduction d'une situation macroéconomique. Le fait que les ménages aux Etats-Unis n'aient plus de taux positif d'épargne implique que l'investissement et la croissance dans ce pays ne peuvent être financés que par des apports extérieurs.

M. Bauchet s'inquiète de la volonté d'accumuler des dollars quand la monnaie fléchit autant. Mais si l'on considère la performance des Etats-Unis depuis vingt ans, on constate que le taux de croissance potentiel de l'économie américaine a crû plus vite que celui de l'Europe. Aussi, si l'on achète des actifs aux Etats-Unis, la valeur en capital peut certes tomber pendant quelque temps, du fait de l'évolution du taux de change, mais on dispose d'une créance sur une économie qui croît de 3,5 % par an – et non d'1,5 % comme en Europe. Si l'on ajoute à cela la bonne gestion des autres domaines et la stabilité des institutions politiques américaines, on peut comprendre que certains estiment que ce n'est pas une mauvaise affaire que d'accumuler des dollars.

*

* *